

Débats avec les intervenants

M. Musanji Ngalasso-Mwatha :

Nous venons d'entendre l'ensemble de nos intervenants et je les remercie d'avoir contribué à tenir à peu près les délais qui nous étaient impartis. Nous allons commencer le débat le plus large possible autour de tout ce que nous avons entendu ; la discussion est évidemment très ouverte.

M. Raphaël Lucas, maître de conférences à l'Université de Bordeaux 3 :

C'est une question pour Frankétienne : je sais qu'il y a une notion qu'il a développée dans son œuvre, celle de francréolophonie. Est-ce que Frankétienne pourrait nous préciser cette notion ?

M. Frankétienne :

Je vais être très bref, en deux parties. Je réponds en deux parties parce que vos interventions supposent d'ailleurs un clin d'œil à ce que l'on appelle depuis ces dix, douze dernières années la *créolité*. Moi je ne suis pas de la *créolité*, même si les teneurs de la *créolité* me considèrent comme un pionnier de leur mouvement ; ils ont même dédié et dédié leur livre qui s'appelle, je crois *l'éloge de la créolité* à Césaire, à Glissant et à moi. Je suis d'une terre, Haïti, qui a résolu pas mal de conflits avec la France, et là, je me permets de dire, qu'il y a une ambivalence parce que je vais souvent en Martinique et en Guadeloupe, qu'il y a une ambivalence chez les Guadeloupéens et les Martiniquais vis-à-vis de la France. On est bien content d'être édité ici, d'être applaudi, d'être accueilli, mais en même temps la France est perçue comme l'ennemie. Les Français ne sont pas les ennemis des Haïtiens, le problème a été résolu il y a deux siècles, c'est la France qui l'a mal compris. Donc il n'y a pas de conflit chez nous entre le créole et le français et il n'est pas question, pour moi, d'écrire des œuvres en français avec de la sauce créole, j'estime que, là, c'est de la supercherie. C'est quelque part vampiriser la langue créole, premièrement au profit du français et, deuxièmement, c'est

tromper les francophones exclusifs, de leur faire croire que certaines richesses linguistiques dans leurs œuvres leur appartiennent et leur viennent d'eux-mêmes alors que c'est un simple pillage des richesses anonymes de la langue. C'est parce que les francophones purs ignorent que certaines richesses, et au niveau métaphorique, viennent directement du peuple. Ce qui fait que dans mes œuvres, on retrouve à la fois le français – excusez-moi d'employer d'autres termes – le français authentique, sans ce mélange, je dirai à caractère folklorique... c'est du français créolisé ou du créole francisé. Il y a le français tel qu'il a été écrit par Rabelais, par Montaigne, ou bien par Philippe Sollers – excusez-moi de citer Philippe Sollers c'est un écrivain mondain qui ne m'intéresse pas – et par cet écrivain, même s'il a été fasciste, par un des grands écrivains, des grands romanciers, que la France a donnés, je veux parler de Céline. Malheureusement il a fait un choix idéologique discutable. On peut retrouver du Michaud dans mes œuvres, mais le créole quand il est là, c'est du créole pur aussi, du créole authentique, parce que les deux langues peuvent cohabiter, je passe du créole au français mais sans les mélanger.

M. Amadou Doba, chercheur au Centre d'étude des médias :

Il est difficile d'intervenir après tout ce que nous avons entendu ce matin, d'autant plus que lorsque j'avais examiné la liste des différents participants, j'avais quelques inquiétudes, parce que je me disais, voilà, on a réuni un certain nombre d'institutionnels, c'est encore la Francophonie des institutions qui va parler et comme souvent on va oublier la Francophonie des peuples. Mais lorsque j'ai entendu Frankétienne, Eric Danon, Jean Tabi-Manga et Denis Monière mes doutes se sont dissipés. Cependant, je voudrais quand même revenir sur un certain nombre d'aspects qui ont été évoqués ; on a parlé de navire, je pense que l'expression est tout à fait adéquate, parce que c'est vraiment un navire et on ne sait pas où il va. Si on revient sur ce

que l'on a entendu aujourd'hui, on remarque que le projet n'est pas complètement défini et puis, cela fait quand même plus de 30 ans, 40 ans que l'organisation existe et on ne sait pas où l'on va. Jean Tabi-Manga l'a très bien dit : « il y a une fascination et un phénomène de rejet ».

Alors là, il y a lieu de regarder avec beaucoup de recul ce qui se passe : comment voulez-vous qu'il n'y ait pas un sentiment de rejet quand on sait qu'à la tête de la Francophonie, on a placé Boutros-Ghali... mais quand on regarde le parcours de Boutros-Ghali, c'est un *has-been* ! Il a eu ce poste en compensation après son échec aux Nations Unies. Il y a eu ce conflit entre les États-Unis et la France, on a placé Boutros-Ghali qui symbolisait la victoire de la France sur les États-Unis. C'est vrai aussi qu'il y a eu une meilleure lisibilité de la coopération internationale, c'est vrai qu'au niveau des institutions il y avait une présence, mais à chaque fois qu'on a parlé de Boutros-Ghali, c'est à l'ancien Secrétaire Général de l'ONU que l'on fait allusion et non au Secrétaire Général de l'OIF, ce qui fait que l'OIF est ramenée au second rang.

Deuxième situation, on pensait qu'on allait avoir une autre élection, basée sur le renouvellement des générations et sur la compétence, et qui voit-on arriver à l'Agence de la Francophonie, Abdou-Diouf, battu aux élections présidentielles après un mandat de vingt ans. Qu'est-ce qui explique cela ? une division entre francophones, entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Aujourd'hui, Abdou-Diouf est confronté à ce problème d'équilibre entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale. Toutes ces divisions expliquent les phénomènes de rejet.

Quand on sait, aujourd'hui, que des témoins de la Francophonie sont des gens comme Eyadema du Togo, qui interviennent dans la négociation d'un conflit aussi difficile que celui de la Côte d'Ivoire, comment voulez-vous, qu'il règle un conflit aussi douloureux que celui de la Côte d'Ivoire, alors qu'il est peu crédible dans son pays ? Ce sont ceux-là qui sont les chantres de la Francophonie, et vous voulez qu'on aboutisse à des résultats palpables et que les peuples se sentent concernés par la Francophonie ? Là, visiblement il y a un malaise, ayons le courage de le dire. L'université est une institution, qui nous permet de discuter librement, démocratiquement, de manière lucide et objective des situations qui nous interpellent. Il y a eu des changements de sigles, cela a été évoqué, CCT, OIF, AIF, alors qu'au niveau des mentalités, il n'y a eu aucune évolution. Aujourd'hui encore, le fonctionnement de l'AIF, au niveau du renouvellement des compétences ou des critères, c'est la répartition géographique.

Comment voulez-vous aujourd'hui, alors qu'avec la mondialisation il y a une mobilité des cadres, continuer à recruter certains, en fonction de la répartition géographique ; mais où est la compétence ? Cela s'apparente à une situation qui fait que, j'ai été élu pour un mandat, donc, pour satisfaire ma clientèle, pour renouveler mon nouveau mandat, je vais embaucher des gens, non pas en fonction de leurs compétences, mais en fonction de leur situation géographique.

Comment exprimer cette fascination qui nous habite, parce que l'on continue encore à croire en la Francophonie. La preuve en est ce débat qui fait un examen critique de la situation. Un certain nombre d'idéaux ont été émis, comment les matérialiser dans les faits ? Quand on entend aujourd'hui encore, que la France, qui est l'élément moteur, parle de la création d'une Maison Internationale de la Francophonie à Paris. Comment voulez-vous qu'avec autant d'organisations, la Francophonie soit crédible même si on nous a parlé de synergie, de passerelles, mais ce sont des discours pompeux. Nous, ce qui nous intéresse, c'est la réalité, et c'est cela qu'il faut traduire dans les faits, pour que ce navire-là, ait une bonne direction. Merci.

M. Isidore Ndaywell E Nziem :

Cette intervention est quelque part sympathique car elle montre que la Francophonie n'est pas dénuée de problèmes. Nous le reconnaissons tous, et nous remarquons que la Francophonie est en pleine construction. C'est une évolution et pour bien suivre cette évolution, disons, pour y apporter tous les éléments critiques, évidemment, il faut bien suivre les quelques modifications qui interviennent dans l'Institutionnel francophone. J'ai noté, que vous êtes bien informé sur les différents éléments que vous évoquez, mais peut-être faudrait-il rectifier certaines informations. Je commencerai par la fin, lorsque vous parlez de la Maison Internationale de la Francophonie ; il s'agit simplement de l'annonce qui a été faite par le Président Chirac de donner un siège à l'Institutionnel francophone. C'est cela la Maison de la Francophonie, ce n'est rien d'autre, que simplement, le regroupement sur le plan des espaces, des services du Secrétaire Général de l'AUF et de l'AIF. Lorsqu'il est question du recrutement des fonctionnaires de la Francophonie, vous avez l'habitude, j'imagine, de visiter notre site, le recrutement en fait, n'est plus géographique et je ne sais même pas s'il l'a été à un moment donné, mais en tous les cas il ne l'est plus, sauf peut-être pour des cadres politiques. Par exemple, il est normal qu'un Secrétaire Général ait un cabinet politique, effectivement le choix de ses membres obéit

probablement – parce que je ne suis pas très au courant – à des critères politiques. Pour le reste, le site est ouvert et donc, on a généralement une panoplie de candidatures provenant de partout. D'ailleurs, c'est assez difficile, chaque fois qu'il y a un recrutement

Le navire Francophonie a besoin d'être bien guidé... On compte sur la concertation francophone pour pouvoir rectifier, humaniser la mondialisation

l'élément essentiel. Effectivement la Francophonie a besoin d'être recadrée, comme on l'a tous reconnu, je crois ; la formule finale de Jean Tabi-Manga était très bien : il y a, d'une part, la fascination, mais il y a des problèmes et donc le rejet. Ce que j'ai retenu des interventions ici, c'est qu'en fait, il y a le navire Francophonie, qui a besoin d'être bien guidé, mais il y a un problème encore plus fondamental, c'est que le navire mondial est lui aussi en dérive et que l'on compte sur cette concertation francophone, malheureusement, pour pouvoir rectifier, humaniser la mondialisation. Notre responsabilité est donc très importante. Ne perdons pas trop de temps à tourner autour du pot, puisqu'il faut que nous trouvions quelque chose pour pouvoir humaniser cette mondialisation.

M. Jean Tabi-Manga :

Je souhaite à la suite de ce que vient de dire Isidore Ndaywell, préciser à propos du navire, qu'effectivement, en Francophonie on est un peu obligé de construire le pont en le traversant. L'accumulation des mandats politiques se fait de manière graduelle, ce qui a posé naturellement, des problèmes d'intégration de ces différents mandats dans un parcours qui était déjà très naturellement culturel. Donc, il est nécessaire, qu'il y ait des petits problèmes en fait, petits problèmes de mise en convergence. Mais la Francophonie devenant aussi, même si ce n'est pas beaucoup, un espace géopolitique, comme vient de le dire Isidore Ndaywell, cela veut dire, que quelque part, il y a lieu d'humaniser et d'apaiser cette mondialisation. C'est la raison pour laquelle, son avenir sur ce plan me semble être, un avenir de « médiation ». J'emprunte ce terme à monsieur Jean Luroi, qui effectivement a écrit un livre sur *Francophonie et Mondialisation*. Je crois, je pense comme lui, que l'une des missions essentielles : c'est la médiation. Évidemment, cette

médiation est difficile à mettre en œuvre. On essaie peut-être et l'on trouvera la bonne vitesse, les bonnes stratégies.

S'agissant cher ami, des « *has been* ». Il faut dire, qu'à Hanoï, même au temps de l'élection du premier Secrétaire Général, il y a eu des problèmes, il y a eu des grincements de dents, mais ce qui a prévalu, c'est l'idée suivante : la Francophonie avait besoin et a toujours besoin d'une voix et d'une image, donc, d'une personnalité extrêmement forte et connue, qui puisse parler au nom de cette communauté et faire signe, en direction des autres communautés mondiales. Ce n'est pas un hasard, si finalement aujourd'hui, le *Commonwealth* participe aux côtés de la Francophonie à un certain nombre de projets ; c'est bien grâce à ce travail de médiation, c'est bien aussi, grâce à cette personnalité multidimensionnelle de Boutros-Ghali. Quant au Président Diouf, c'est la même philosophie. Et naturellement, on a vu la part prise par l'OIF dans la négociation, la médiation au niveau du conflit ivoirien. Nous espérons, que nous aurons là, une voie tout à fait durable. Mais les choses sont ainsi ; elles se mettent en place progressivement, elles sont en évolution.

Construire le pont du navire Francophonie en le traversant... Comment implanter au Nord une institution dont la principale clientèle est au Sud ?

Quant au siège à Paris, on peut très bien le comprendre même si, vu du Sud, l'implantation du siège de la Francophonie à Paris posait des problèmes dans certaines consciences. La question de fond est un peu comme celle qu'on posait naguère à propos d'une certaine structure : comment implanter au Nord une institution dont la principale clientèle est au Sud ? Voilà la question fondamentale, mais on peut très bien en comprendre la réponse. Je revenais de Ouagadougou il y a deux jours, mais j'ai pratiquement passé aussi, deux jours de voyage pour atteindre Yaoundé et je passe six heures, pour atteindre Paris : c'est une réalité et je pense qu'il faut en tenir compte. Voilà ce que je souhaitais vous dire, à propos de vos remarques pertinentes, mais qui s'inscrivent dans l'évolution de la continuité de la Francophonie.

M. Georges Malamoud :

Je n'ai pas vocation à vous parler de Francophonie politique, mais je trouve que les remarques impertinentes, les questions impertinentes de notre collègue sont importantes. Je pense, quand même que l'on donne trop d'importance au poids politique de la Francophonie. Encore une fois, les vraies forces du terrain ne sont pas du tout

uniquement dans les instances de réunions. Il faut une voix, il faut une image, il faut des visibilités, mais la Francophonie de terrain, concrète sur des actions, doit exister, et pas seulement dans le domaine universitaire. Je crois qu'il ne faut pas non plus croire que l'on parle d'une organisation intergouvernementale de la Francophonie ; elle est internationale et elle doit couvrir plusieurs segments concrètement. Donc, je suis bien conscient de ce poids politique, mais il ne doit pas être le seul. J'en veux pour preuve les mots que vous utilisez, puisque dans tous les mots que l'on a utilisés ce matin, on accorde des significations très différentes à certains mots. On parle de « valeur » ; je suis persuadé qu'autour de cette table, dans la salle, si on faisait une mise au point sur les valeurs, la Francophonie, on ne serait absolument pas d'accord en terme de langue, en terme de droit. Ce n'est pas du tout la même chose

La Francophonie n'est pas seulement politique, il faut la remettre sur des actions de terrains, menées par des peuples des différentes communautés

culturelle ou de respect de la culture nationale au Maghreb ou en Asie. Il y a beaucoup de mots où la Francophonie ne précise pas ces définitions : la concertation, le co-développement... En France, par exemple, le mot co-développement est souvent utilisé comme un rejet de l'immigration, ce n'est pas du tout le développement du Sud ; c'est un exemple, mais beaucoup de mots ont une double lisibilité. Et donc cela veut dire que le fameux navire, dont on parle depuis tout à l'heure, moi je le vois plus comme une flottille en ordre dispersé, sans capitaine, avec des bateaux qui utilisent des langages un petit peu différents, qui ne se parlent pas tout le temps et qui ne vont pas forcément dans le même sens, sur une mer où effectivement il y a plein d'autres bateaux et où l'environnement est beaucoup plus important que les autres bateaux, qui sont à côté. Chacun, comme tout bon capitaine de bateau, raisonne plus par rapport à la mer et aux récifs, que par rapport au reste de la flottille ; on verra bien qui s'en sort.

Je crois donc qu'il faut s'efforcer de remettre un peu la Francophonie – pour moi, sa force – sur des actions de terrain, menées par les peuples des différentes communautés et qui peuvent monter des projets. Il serait dommage de croire à ses faiblesses, au niveau politique peut-être ; et puis il y a aussi beaucoup de gens qui n'ont absolument pas intérêt à ce que la Francophonie existe. Je ne parle pas des Américains ; même la France, entre autres, peut très bien souhaiter, dans certains cas, que la Francophonie ne soit pas

trop présente dans telle ou telle situation de crise, et il n'y a pas que la France, la Belgique ou d'autres, même le Canada pourquoi pas ? Donc, il ne faut pas croire, par angélisme, que c'est uniquement la faute de la Francophonie si elle n'est pas visible sur le plan politique.

M. Denis Monière :

Je ne pensais pas que ma métaphore aurait autant de répercussion et je vous rappellerai qu'il y avait d'autres éléments que le bateau dans cette métaphore ; il y avait aussi la voile, qui était réduite, et je pense qu'il faut réfléchir à la Francophonie en termes de ressources disponibles. Et il y avait aussi le Cap d'Espérance que ce bateau devait atteindre et je pense que l'un des problèmes de l'image de la Francophonie est l'immensité de ce Cap d'Espérance. Il y a tellement d'espoir et d'attente qui sont investis dans cette organisation, que forcément cela crée des déceptions, et à la limite, non pas du rejet – je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'idée de rejet – mais c'est vrai, de l'indifférence dans beaucoup de pays du Nord. Si vous prenez les sondages d'opinion sur la Francophonie, les Français sont dans leur très vaste majorité indifférents à cette organisation.

Je voudrais essayer, de façon trop prétentieuse, de faire une équation pour intégrer tous les éléments de ce débat ; on pourrait mettre dans cette équation, qu'il y a donc, depuis un certain nombre d'années, l'élargissement de la Francophonie dans un plus grand nombre de pays ; un plus grand nombre de pays cela veut dire un plus grand nombre d'attente et d'intérêts à satisfaire, ce qui implique, un plus grand nombre de missions à accomplir, avec à peu près des ressources constantes. Les ressources n'ont pas vraiment progressé, les investissements, que les pays sont prêts à faire ne bougent pas vraiment. Donc, cette institution ne peut pas atteindre ses buts. Elle est programmée, pour être inefficace parce qu'elle est trop grosse, elle doit se disperser dans toutes sortes de missions.

Il faut réfléchir à la Francophonie, en termes de ressources disponibles et cibler les actions sur des enjeux, qui sont porteurs à long terme : l'éducation et la santé

Le but de mon intervention c'était peut-être de faire un appel pour que l'on cible les actions, que l'on soit plus modeste peut-être, mais que l'on cible ces actions sur des enjeux, qui sont porteurs à long terme. L'éducation et la santé sont ces enjeux porteurs à long terme – il me semble que là, il y a des choses à faire – et la solidarité va se

manifester. Lorsqu'on commence à parler de développement économique, là, vous vous perdez dans un magma, où il y a d'autres acteurs qui interviennent. Il y a les intérêts nationaux qui jouent et vous risquez de ne pas aboutir à de grands résultats.

Je voudrais centrer encore beaucoup plus mon intervention, sur un point très précis, qui concerne ma fonction, qui vise à stimuler la mobilité internationale des étudiants. Un des problèmes qu'on rencontre je crois – je parle à titre de fonctionnaire – c'est la frilosité des gouvernements... J'ai fait une proposition à mon Gouvernement pour qu'on élargisse les bourses à un certain nombre de pays, des bourses pour les étudiants en doctorat, pour qu'ils viennent étudier au Québec. Mes autorités politiques m'ont répondu : c'est compliqué parce que ces étudiants-là ne voudront pas retourner chez eux par la suite. On a là un problème important, parce que nous voulons le développement, nous voulons que les étudiants viennent étudier au Québec mais en même temps on se demande : est-ce qu'on ne nuit pas ? Est-ce qu'on ne va pas desservir les pays ? Puisque la plupart de ces personnes ne retourne pas dans leur pays d'origine. Voilà le dilemme, on n'a pas de réponse à cette question, mais les gouvernements – actuellement – ne bougent plus, ne développent pas les bourses pour l'Afrique en particulier. Si vous avez des solutions, cela m'aiderait à défendre mon dossier.

M. Norbert Windi, doctorant au Centre des médias :

Je m'appelle Norbert Windi, je suis journaliste camerounais et doctorant au Centre d'Étude des Médias, à l'université Bordeaux 3. On a parlé, tout à l'heure, du rôle de la Francophonie dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, de la liberté d'expression. Malheureusement on a fait un constat d'échec par rapport à tous ces chantiers. On pourrait même dire que la Francophonie est un peu sourde, en fait, elle est sourde face aux appels ou aux pressions des Organisations Internationales, lui deman-

Comment expliquer la surdité de la Francophonie face aux enjeux de la démocratie et des droits de l'homme, de la liberté d'expression ?

face à tous ces défis ? N'est-elle pas un peu prisonnière de sa charte qui insiste sur les

dant par exemple, de mettre sur pied des mécanismes de sanctions. On connaît la situation dans le *Commonwealth*, et ce qui est arrivé au Zimbabwe par exemple : l'exclusion. Comment expliquer, selon vous, l'attitude de la Francophonie

problèmes de souveraineté, le droit d'ingérence et ainsi de suite.

Le deuxième point porte sur les bourses de mobilité. Nous sommes tous concernés ici. Alors comment cela se passe concrètement pour les pays qui n'ont pas par exemple des possibilités d'avoir un troisième cycle, ou alors pour des étudiants qui ne peuvent pas trouver sur place des Directeurs pour les co-tutelles, ainsi de suite. Dans mes recherches, récemment, on m'a fait savoir qu'en République Centrafricaine, il n'y a pas du tout de cours en Science de l'Information et de la Communication, alors que faire ? Est-ce que les étudiants, qui travaillent sur ces pays, peuvent bénéficier de bourses ? Peuvent-ils avoir des solutions ? Des dérogations ? Je ne sais pas, je voudrais avoir des détails, par rapport à ce problème des bourses de mobilité. Merci.

Comment bénéficier des bourses de mobilité des doctorants ?

M. Jean Tabi-Manga :

Oui, pardonnez-moi de reprendre la parole, mais je le fais parce qu'il s'agit d'un problème de gestion de l'Enseignement supérieur. Il faut reconnaître, en toute vérité, qu'il y a un certain nombre de secteurs où l'encadrement est déficitaire dans les pays francophones du Sud. C'est le cas naturellement de la communication. Je dirai effectivement, pour le connaître, qu'à l'École Supérieure des Sciences et Techniques et de la Communication qui relève de l'Université de Yaoundé 2, j'ai trouvé une situation, où il n'y a pas de possibilités d'engager des études de troisième Cycle. Nous sommes, pour cette rentrée 2004, en train de mettre en place une École doctorale, avec des chances d'assumer l'encadrement de manière compétente. Dans cette perspective, nous sommes donc en progrès, néanmoins, il y a aussi des bourses de mobilité ; ces bourses de mobilité sont offertes par l'AUF et bien d'autres Institutions de Coopération. Il est tout à fait évident que cela se passe à travers un ensemble de considérations, autour de critères tout à fait bien définis et c'est en commission que ces bourses sont attribuées.

Il faut encourager les coopérations avec ceux qui sont partis pour dynamiser les structures qui les ont formés

Lorsqu'elles le sont, nous sommes naturellement conscients d'un fait : nous ne sommes pas sûrs que tous ceux qui sont bénéficiaires des bourses vont tous rentrer. Je crois que c'est un domaine qu'il faut qu'on aborde au Nord, comme au Sud, avec lucidité et nous le comprenons, en tout cas je

le comprends, comme une des conséquences de la mondialisation. Nous ne pouvons pas, au Sud, retenir tous ces cerveaux parce qu'il y a une forte attraction au Nord et le Nord lui-même, qu'il soit le Nord francophone européen, ou le Nord canadien, il faut bien le dire, a besoin aussi de ces cerveaux. Nous sommes au courant des études qui y ont été faites. Dans quelques années, il y aura également une crise au Nord, en ce qui concerne les professeurs de rang magistral, pour pouvoir encadrer tels ou tels enseignements. Nous savons donc que dans le jeu de la mondialisation, il y aura une mobilité extrêmement forte, au Nord et au Sud, mais ce que nous, nous demandons, c'est que ceux qui sont partis sachent que nous pouvons engager des coopérations avec eux, là où ils sont, pour continuer à dynamiser les structures qui les ont formés. A la vérité, la fuite des cerveaux est inévitable, même ici en Europe ; il y a bien fuite des cerveaux aux États-Unis, donc ce n'est pas du tout ici, un point sur lequel on va pouvoir dire : on arrête tel ou tel programme de bourses parce qu'il n'y a plus

La Francophonie est un consensus qui s'appuie sur des sociétés plurielles ; elle doit inventer un modèle d'appropriation et d'intégration de la démocratie

de cerveaux. C'est une conséquence de la mobilité des cerveaux. S'agissant de la démocratie, cher ami, vous avez raison de le souligner ; la Francophonie n'est pas sourde. C'est que la Francophonie a une histoire, qui n'est pas en tout point comparable à celle du *Commonwealth*. Le *Commonwealth* a des pratiques, vous avez parlé du bannissement, je crois, du Zimbabwe. Oui, on connaît aussi tous les débats qui ont eu lieu, on connaît aussi, toutes les oppositions internes. Or en Francophonie, il n'y a pas de vote ; il n'y a pas de vote dans l'Institution même. La Francophonie, c'est un consensus et ce consensus tient compte fortement des substrats culturels. Or, les substrats culturels en Francophonie sont des sociétés plurielles, c'est la raison pour laquelle, tout en sachant que cette démocratisation est en cours, il y a lieu d'inventer un modèle d'appropriation et d'intégration de la démocratie, de l'État de droit, dans des sociétés dites plurielles. Et ce n'est pas du tout facile, cela fait l'objet d'un colloque international, ouvert par Boutros-Ghali et Chef Amioka Anéku à Yaoundé, c'est-à-dire les représentants de la Francophonie et du *Commonwealth*. Donc nous cherchons, ensemble, des voies qui permettraient de mieux assumer notre citoyenneté dans un univers démocratique. Nous n'avons pas encore atteint la formule finale, mais il y a lieu de tenir compte des diversités des cultures et des sociétés.

M. Isidore Ndaywel e Nziem :

Je voulais juste compléter ce que vient de dire mon collègue Tabi-Manga, en soulignant que ce qui est fait dans le domaine de la démocratie n'est pas évident. On n'a parlé jusqu'ici pour aller vite que des négociations qui ont été faites et dont les résultats sont effectivement incertains, mais le travail de terrain, tout le soutien, que la Francophonie apporte à la presse indépendante dans les différents États, est important. Je ne sais pas si vous êtes bien informé sur ce genre d'actions, mais il y a des formations et des soutiens, même souvent à des presses d'opposition, parce que justement ce sont elles qui ont des difficultés d'accès. Il existe aussi des formations d'alphabétisation politique, des actions pour la modernisation du droit, pour doter les systèmes judiciaires de l'équipement informatique... Donc il y a là, une série d'actions de terrain sur lesquelles on est peu renseigné. On est plus au fait des grandes constructions.

Je voulais aussi dire que dans notre débat, il me semble qu'il y a aussi une certaine ambiguïté qu'il faudrait peut-être relever. La Francophonie ne peut-elle se lancer dans une action, que si elle a l'assurance de réussir ? C'est une option, mais la Francophonie est un espace de solidarité. Elle tient compte également des demandes de terrain des différents États. La Francophonie n'est pas seulement branchée sur le rapport entre des pays du Sud et du Nord. Il faut aussi mettre l'accent sur toute la dynamique qui est désormais possible en Afrique, parce que les pays africains se fréquentent dans ce contexte, parce qu'il y a des réseaux qui s'établissent, notamment en Afrique de l'Ouest. Par exemple, le Nigeria et le Ghana, deux pays enclavés, ont souhaité qu'il y ait des formations en français, pour permettre leur

meilleure intégration dans la région. La Francophonie soutient des structures de formation de professeurs de français au Togo, au Bénin et en Côte d'Ivoire. Les professeurs de français vont au Nigeria pour répondre à cette demande. En fait, c'est difficile de donner toutes les informations existantes sur le terrain, parce qu'il y en a tellement. On les ignore même dans les pays que l'on connaît le mieux.

Il y a plusieurs visages de la Francophonie : dans certains endroits, on ne connaît pas Abdou-Diouf, la Francophonie ce n'est pas Abdou-Diouf, c'est juste le CLAC, le Centre de lecture et d'animation culturelle, qui existe. Pour d'autres comme moi, avant d'être ici, c'était simplement le fait d'avoir

La Francophonie a plusieurs visages, c'est un espace de solidarité qui soutient de multiples actions de terrain

une bourse de l'AUF qui m'a fait connaître la Francophonie. La connaissance de la Francophonie est très diverse.

M. Frankétienne :

Moi, je persiste à penser, que l'humaine condition est faite de cette gestion incertaine, de cette notion que l'on appelle utopie. Nous avons cessé d'être des utopistes, nous avons cessé de croire, nous avons perdu la foi. Avec beaucoup de douleur, je constate que la planète entière est en crise, qu'elle est à un tournant tragique. Il y a eu, si l'on doit reprendre Nietzsche, la mort de Dieu au XIX^e siècle, nous vivons actuellement peut-être les dernières secondes de la mort de l'homme. Nous sommes à un tournant, où il y a une super puissance. Elle est ma voisine, elle est à cinq/six cents milles d'Haïti, superbement équipée, orgueilleuse, arrogante, audacieuse, disposant précisément de tous les atouts matériels, technologiques, pour entreprendre ce qu'elle croit être son droit, ce qu'elle croit – ce sont les « États-Unis » – l'excès de puissance et ce qu'elle croit être de son droit et même à la limite de son devoir, l'amène à s'ingérer partout.

Moi je propose de revenir sur cette utopie. Je l'ai proposée avec tout ce que cela comporte de folie d'artiste, que je suis, et que j'assume. Il faudrait que la Francophonie – c'est peut-être un rêve – soit constituée, comme l'a dit Chamoiseau, de Guerriers de l'imaginaire, parce que nous sommes menacés de mort, moi je crois que la planète terre est menacée de mort. Cela peut paraître apocalyptique ou bien, c'est un fou qui parle. Quand les États-Unis sont intervenus en Irak, il y a eu des velléités de protestation de la part de la Russie, de la France et de l'Allemagne. Et puis après, tout le monde s'est arrangé pour réclamer sa part, sa petite part, cette miette du gâteau. Même si, heureusement les États-Unis sont en train de s'enliser en Irak. On pourrait bien m'objecter, me dire, écoutez, mais cette question ne rentre pas dans le cadre de la Francophonie. Mais si, je crois que cette question n'est pas si éloignée. On a parlé de flottille, avec différents navires. Oui, on peut bien avoir une flotte avec différents navires et pourtant avoir un rêve commun, une direction commune « allez vers le cap comme a dit monsieur Monière ». On peut bien avoir 40-50-80-200 bateaux qui veulent atteindre de manière utopique la terre promise, qui serait la terre du salut, pas seulement du salut des francophones, mais aussi du salut de cette planète, qui est fondamentalement menacée. J'ai beaucoup entendu parler d'institutions, avec différents sigles dont je n'arrive pas à me souvenir,

de la gestion de la Francophonie par ces institutions. Mais là, il se pose précisément le problème fondamental et traditionnel des rapports entre « l'être et l'avoir ». Nous, il faut que nous soyons du côté de ceux qui défendent l'être, face à l'arrogance de ceux qui défendent l'avoir. Mais les Américains se sont bien arrangés pour avoir des partenaires partout, ils en ont ici en France, ils en ont partout.

Donc si on me dit que la Francophonie n'a pas d'objectifs politiques, à ce moment-là, elle ne m'intéresse pas. La Francophonie, on peut la trouver partout à partir de cet ensemble de valeurs, c'est-à-dire tout ce qui est humain, tout ce qui est vie. Mais on peut aussi évoquer les incertitudes, moi, je ne les ai pas exclus mais quand on parle de la théorie du chaos, moi, je parle de l'esthétique du chaos. Peut-être que quelque part, j'ai la chance de vivre, dans un pays qui est l'incarnation même du chaos : c'est Haïti et je comprends ce que cela veut dire, jouer avec ce chaos.

Oui, il faut que nous puissions avoir cette utopie, cette folie, de jouer avec ce chaos, ce voyage chaotique et cette utopie face à l'arrogance américaine, face à cette mondialisation. Moi, je refuse d'employer ce terme, je parle plutôt de mondialité. La mondialité, qui implique le partage, qui implique l'humanité, qui implique la convivialité, qui implique l'ouverture, parce que ce que nous vivons là, c'est l'horreur ! La mondialité, elle est inscrite dans le destin de la planète quand on n'aura plus ces stupidités de formalités, de visas, ou bien d'acceptation pour passer d'une frontière à une autre. Il y a déjà un progrès dans la Communauté européenne, mais il faudrait que cela soit à l'échelle mondiale. Et je crois que là, quand j'ai parlé des valeurs, qui rentrent dans la matrice francophone, je parle de valeurs réelles, qui, il y a trois ans, trois siècles, deux siècles, ont permis au monde de changer... qui ont permis au monde de connaître cette mutation dans le bon sens. Je crois qu'on peut les utiliser, on peut devenir, ces guerriers de l'imaginaire, dont parle si bien Chamoiseau et qui puissent permettre à la Francophonie d'être un rêve, mais un rêve, avec tout ce que cela comporte d'incertitude et d'espoir. Je ne dirai rien de plus, j'ai dit mon mot d'artiste et de fou.

M. Éric Danon :

Dans le prolongement de ce que disait monsieur Frankétienne, j'ajouterais deux ou trois points. D'abord, toutes les époques ont vécu des moments très difficiles. Mais, personnellement, je constate que l'histoire a toujours des rebondissements, des résistan-

ces et des réactions et Dieu sait qu'il y en a aujourd'hui à ce schéma apocalyptique, que décrivait mon voisin.

La mondialisation c'est aussi, et fort heureusement, la constitution de réseaux de toutes natures, qui enserrent la planète, au niveau culturel, social, religieux, de travail, etc. De cette mise en réseaux de la planète, il est en train de naître quelque chose de

La Francophonie a un rôle important à jouer dans la mise en réseau du monde. Mais elle est trop absente sur la définition des valeurs et des interdits de la société mondialisée

plus intéressant que l'affrontement géopolitique classique, c'est-à-dire l'affrontement entre les États, à partir de leur rapport de force. La Francophonie a, sans doute, dans cette mise en réseau du monde, un rôle important à jouer. Ce que l'on peut déplorer, c'est que l'extraordinaire complexité

de son architecture institutionnelle est à la fois bien sûr un avantage, mais aussi un frein au développement de ses réseaux. Or la gestion d'un réseau est compliquée, parce que justement, par définition, on n'est plus dans un schéma pyramidal où la tête enverrait des ordres et de l'argent à la base. Ce qui fait la valeur du réseau, c'est sa capacité à vivre, c'est le fait que chacun de ces éléments puisse impulser quelque chose de nouveau, de spécifique, de fort, à l'intérieur du réseau. Or, tous les acteurs de la Francophonie n'ont pas aujourd'hui malheureusement cette capacité, soit pour des raisons financières, soit pour des raisons de compétences, soit pour des raisons historiques, culturelles, politiques, etc. Ce que l'on peut souhaiter, je crois à l'avenir, c'est que les différentes parties, les différents membres de ce réseau soient en capacité d'envoyer dans le système des compétences, des impulsions, et de faire vivre, de faire rêver les autres participants. Mais c'est une entreprise incontestablement difficile.

Ce que je souhaite aussi, c'est que la Francophonie ne soit pas vécue justement, comme un réseau défensif, face à quelque chose, qui est effectivement très fort, et qui est une nécessité dans la mondialisation, c'est-à-dire d'avoir une langue de communication à nature universelle. C'est ce que je disais au début de mon intervention, le fait de vivre la défense du français comme une résistance à la déferlante américaine ou anglo-saxonne est déjà une manière de prendre le problème d'une manière peu satisfaisante.

Enfin dernier point, toute société qui se constitue, le fait sur la base de valeurs mais aussi, d'interdits. Aujourd'hui, à quoi assistons-nous ? À la naissance d'une société

mondialisée ; elle cherche ses valeurs et elle cherche ses interdits. Ces valeurs il ne faut pas que cela soit *grosso modo* du Davos revisité platement par Porto Allègre. Il faut que ce soit autre chose, mais pour donner des valeurs à la société mondialisée, il faut avoir des capacités d'interventions fortes, et il faut des voix fortes ; c'est quelque chose de très compliqué, d'autant plus que la Francophonie, on l'a vu, a ses acteurs profondément divisés sur un certain nombre de problèmes. Sur les interdits, aussi, il faudrait pouvoir travailler : il y a de grands interdits, qui ont été édictés récemment, autour du génocide de la Cour pénale internationale, de la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre les mafias, etc. La Francophonie peut jouer un rôle sur les interdits de la société mondialisée. Or la Francophonie est absente, totalement absente, en tant que telle, et c'est dommage. Elle n'est déjà pas très présente sur les valeurs, mais elle ne l'est pas non plus sur les interdits. Une société, encore une fois, se constitue presque à égalité sur ses valeurs et sur ses interdits ; là, il faut avoir plus d'influences.

M. Noble Akam, maître de conférences à l'Université de Bordeaux 3, membre du programme de recherche sur la Francophonie :

Je voudrais profiter de la présence des acteurs autour de la table, pour poser une question qui concerne le fonctionnement et la pratique de la Francophonie. La Francophonie, on l'a dit tout à l'heure, est dans un monde de réseaux et la Francophonie semble, lorsqu'on la regarde par les textes, une terre de réseaux – excusez-moi l'expression – mais justement quels sont, quelle est la réalité de ces réseaux ? Quels sont les devoirs et les obligations autour de ce réseau ? Je prendrai un exemple, qui est tout bête. On a évoqué tout à l'heure, le problème des études, notamment celui des études doctorales. Or je vois que mon université – c'est l'exemple que je connais le mieux – a pris une décision à la fin de l'année universitaire dernière, qui est très combative au niveau de la défense des étudiants étrangers dans la région et qui est à l'avant-garde de la lutte pour les cartes de séjour. Et pourtant, elle a pris aussi la

Quelle est la réalité des réseaux de la Francophonie ? Et jusqu'où va la collaboration au niveau universitaire ?

décision de ne pas accepter les dossiers des étudiants qui voulaient s'inscrire en troisième cycle à partir du mois de juin. Or on sait pertinemment qu'il n'y a pas de mémoires de maîtrise qui se soutiennent avant la fin de ce mois, et même jusqu'en septembre. Et objectivement, cela a paru à certains comme une décision qui fait perdre une année à des

étudiants, notamment africains, qui veulent venir faire leur troisième cycle ici. Alors, on peut se poser la question de l'utilité des réseaux. Comment sont prises les décisions dans ce réseau ? Puisqu'on est dans la Francophonie, un des réseaux les plus forts, c'est le réseau des universités, et c'est une des valeurs sûres de la Francophonie. Alors, pour les acteurs que vous êtes, est-ce qu'il y a des devoirs ? Est-ce qu'il y a des obligations au niveau de ces réseaux ? comment peut-on décider ? Ces décisions sont-elles unilatérales ? Je sais que les universités sont autonomes, d'accord, mais jusqu'où va cette autonomie ? Et jusqu'où va la collaboration au niveau universitaire ?

M. Jean Pierre Augustin, Professeur de géographie, directeur du Centre d'études canadiennes interuniversitaires bordelais, CECIB :

Au-delà des enjeux de la Francophonie dans ses visées politiques et économiques, je voudrais insister sur ses visées culturelles. Dans le programme de recherche initié à la MSHA, nous avons proposé, Jean-Paul Callède et moi-même, d'étudier un élément souvent négligé de cet apport, celui des cultures qui s'organisent autour des jeux et des sports. L'olympisme, sous sa forme moderne, doit beaucoup à la matrice française, à son rénovateur Pierre de Coubertin et les jeux d'Athènes 2004 sont l'occasion de rappeler la genèse de ce mouvement inscrit dans la mondialisation économique. Moins connus, mais peut-être aussi importants sur le plan symbolique semblent être les jeux de la Francophonie, nés de la volonté des chefs

La Francophonie a aussi des visées culturelles... Les Jeux de la Francophonie, qui mêlent pratiques sportives et culturelles, constituent le plus important projet de la Francophonie en faveur des jeunes

d'Etat et des Gouvernements francophones réunis lors du sommet de Québec en 1987. Ces jeux constituent le plus important projet de la Francophonie en faveur des jeunes et mobilisent tous les quatre ans plus de 3000 d'entre eux qui, autour d'une langue partagée, participent à des épreuves où se mêlent des pratiques sportives et culturelles. Les IV^e jeux de la Francophonie qui ont eu lieu à Ottawa-Hull en juillet 2001 témoignent d'un esprit sportif qui participe d'une conception moins marchande et moins compétitive du sport et de l'olympisme. Les prochains jeux auront lieu au Niger, à Niamey en 2005, dans un des pays les plus pauvres du monde, et la Francophonie propose d'y mêler les arts, les activités physiques et la culture.

On retrouve dans cette visée des éléments novateurs qui participent à ce que Frankétienne appelle "la mondialité" et on peut en effet conjuguer la mondialisation au pluriel. À côté d'une mondialisation essentiellement économique fondée sur la compétition des marchés et des entités territoriales, une autre, plus liée à la société civile, plus humaine et moins marchande, plus sociale et démocratique interroge et peut s'organiser autour des faits culturels et interculturels.

Mme Christiane Ewane, Université de Yaoundé 1 :

Je suis actuellement doctorante au Centre d'Études linguistiques et littéraires francophones et africaines, CELFA, à l'université Bordeaux 3. Après avoir suivi tous les intervenants avec beaucoup d'intérêt, je m'interroge, je m'inquiète tout de même ; c'est vrai, j'ai été apaisée mais partiellement. Je voudrais insister fortement sur l'attitude de plusieurs personnes ici, à savoir la défense de la langue française. Or, je note une dispersion dans les objectifs, on défend quoi ? Est-ce qu'il est question de défendre la dégradation de la langue française ? De défendre la place de la langue française ? Alors si on défend la place de la langue française, il me semble que cet objectif n'est pas encouragé. Je voudrais plutôt que l'on revienne sur les objectifs mêmes de la Francophonie, et que l'on insiste sur l'un de ces objectifs qui est d'encourager en réalité l'émergence des

La Francophonie devrait aujourd'hui fonder sa fierté sur l'émergence des langues voisines, notamment les langues africaines

l'émérgence des langues, des autres langues. On devrait s'attendre à encourager l'émergence, par exemple, des langues bantoues. Permettez que je le dise de cette façon, mais j'ai noté que lorsqu'on parle du « tout français », on essaie d'opposer le français à l'anglais. On devrait aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, opposer le français à l'anglais. La Francophonie devrait aujourd'hui fonder sa fierté sur l'émergence des langues voisines, conduire, permettre qu'on conduise les débats par exemple en langues bantoues.

Je travaille précisément sur la langue mbo du Cameroun. J'ai pu apprendre le français depuis l'école primaire, mais surtout au stade secondaire. Dans mon travail, j'étudie les hypothétiques, les deux segments de la phrase hypothétique, ce que j'appelle le système hypothétique. Or, on se rend compte que la proposition appelée *protase* devrait fonder son temps, devrait avoir le temps antérieur à celui de *l'apodose*. Mais dans ma langue, à moi, le système n'est pas le même.

Là, on est dans le domaine du virtuel, on découvre avec ce nouveau système hypothétique que l'on peut bien émettre la protase au passé composé, évidemment, et l'apodose également au passé composé. Donc, la visée en ce moment, c'est de voir l'action de la protase accomplie, et donc, conditionner celle de l'apodose de cette façon-là.

Je crois que l'on gagnerait, aujourd'hui, à sortir les langues africaines de leur isolement. Ce serait quelque chose de formidable, par exemple pour la Francophonie, plutôt que de se préoccuper de choses qui me semblent, en fait, secondaires comme de constater que le français aujourd'hui est moins parlé que l'anglais. Non, pour moi, l'hétérogénéité en fait, n'est pas un frein. On peut gagner avec l'hétérogénéité. Je crois que la diversité peut également être un enrichissement. Je vous remercie.

M. Éric Danon :

Je ne crois pas qu'on peut répondre très vite, à tout ce qui a été posé, parce que ce sont des questions vraiment importantes. La première porte sur les choix, les critères, etc. il faudrait passer des heures pour expliquer la réalité du fonctionnement de la sélection, mais une chose est sûre, il faut accepter que dans le système culturel, universitaire, etc.,

Il faut accepter que dans le système culturel, universitaire, etc. en terme d'échanges, il y ait du gâchis. Et moins vous avez d'argent, plus il est arbitraire

vous mettez à trop sélectionner et à essayer de faire des choses trop précises, au bout du compte, le système s'effondre et vous prenez de moins en moins d'étudiants. C'est comme dans la gestion de la culture, ou dans la gestion de la recherche, si vous ne vous intéressez qu'aux résultats, et au fait que telle ou telle action est « payante » entre guillemets, vous allez échouer. Donc, ce qui est sûr, c'est que vous devez accepter dans le système de sélection de grandes marges de manœuvre, des actions dont vous n'êtes pas sûrs, etc., mais au bout du compte, qu'est ce qui va rester ? Globalement, l'enveloppe budgétaire, et si cette dernière baisse, vous êtes sûrs, que de toute façon le système va dans le mauvais sens. Il faut augmenter aujourd'hui, incontestablement les moyens, et le système de sélection sera toujours imparfait, et moins vous avez d'argent, plus il est arbitraire, contrairement à ce que l'on pense. C'est dans ce sens-là que cela ne marche pas.

Sur la diversité culturelle, je réponds très vite. C'est un enjeu absolument formidable de savoir si la Francophonie doit défendre la diversité culturelle ? Ce qui est vrai, c'est que tout le système français en France a été à l'inverse de cela. C'est-à-dire que le français, en France, a été un système oppressif des langues régionales

la Francophonie est un système qui doit défendre la diversité culturelle, mais ce sera très difficile concrètement

pendant très longtemps. On le redécouvre aujourd'hui et on se pose la question de savoir si, aujourd'hui, Paris doit soutenir les langues régionales, mais la question n'est pas résolue et on en a encore pour des années. Mais on ne peut pas tout faire. On peut dire globalement du français dans son affirmation dans le monde et des valeurs de la Francophonie que c'est un système qui doit défendre la diversité culturelle, mais en même temps ce sera très difficile concrètement de mener des actions de défense en faveur d'autres langues que le français, à l'intérieur de la Francophonie. On peut toujours essayer, mais comme on n'a pas beaucoup de moyens, ni beaucoup d'énergie, ce sera très difficile de se lancer dans cet objectif. Je serai, moi le premier à défendre votre idée de soutenir certaines langues africaines, mais je peux vous dire déjà qu'on n'y arrivera pas.

Nous n'avons pas les moyens déjà de satisfaire les demandes de formation en langue française qui nous viennent de Tunisie, de Roumanie, etc. Nous n'avons pas l'argent, nous n'avons pas les professeurs.

Aujourd'hui c'est quand même fondamental, on a une demande énorme de français dans les petites classes en Afrique. Les classes sont constituées de 80 élèves et nous n'avons personne pour faire ce qu'il faut à ce moment-là. Les transferts de compétences aux gens locaux ont parfois réussi, parfois raté. C'est très variable.

M. Isidore Ndaywel e Nziem :

Je dirai deux mots pour terminer. Finalement, il n'y a qu'une seule chose à défendre, c'est le respect de la diversité des races, des langues et des cultures.

La Francophonie est en tête dans le combat pour le respect de la diversité des races, des langues et des cultures

Je pense que la Francophonie, globalement, se situe dans ce créneau, comme on l'a rappelé, qu'elle est même en tête de ce combat.

S'agissant des langues africaines et créoles, nous nous en occupons, mais pour

les raisons suivantes : d'abord, pour la langue française, pour les besoins de la langue française. Puisque ce sont des langues premières, il est difficile de demander à l'Afrique, aux jeunes africains de bien apprendre la langue française ; si l'on ne commence pas par la langue maternelle, à leur donner des rudiments pour qu'ils puissent maîtriser les structures linguistiques, le résultat est mauvais. Donc rien que pour des besoins pédagogiques, c'est important, mais je précise qu'il ne s'agit pas de toutes les langues africaines.

Les langues africaines véhiculent jusqu'au niveau des populations, le contenu éducatif de la langue française ; et le patrimoine culturel de ces langues arrive également dans la langue française

statistiques. La langue française dans la plupart de nos États n'est que la langue des élites ; il est donc important de soutenir les langues africaines. C'est-à-dire des langues qui travaillent en partenariat avec la langue française et qui sont susceptibles de véhiculer jusqu'au niveau des populations, le contenu éducatif de la langue française. Et l'inverse est vrai aussi : il y a tout un patrimoine culturel existant dans ces langues, qui arrive également dans la langue française par ce canal. Sans quoi d'ailleurs, la diversité culturelle en elle-même tournerait à vide. La chanson africaine, les danses africaines sont des produits francophones dans leur diffusion, mais ce sont des produits, en fait, en langue non française. Il est important de s'approprier, pour la dynamique de la Francophonie, tous ces éléments.

M. Frankétienne :

Je vais apporter une note positive sur Haïti. La bourgeoisie haïtienne a fait sa mue, du pôle francophone vers le pôle américano-anglophone. Parallèlement à cela, heureusement, les alliances françaises sont maintenant fréquentées par le peuple haï-

tien. Quand vous voyez l'Institut français qui est fréquenté par 10 000 enfants du peuple, des humbles, alors que, pendant longtemps, c'étaient les bourgeois aux lèvres rosées qui le fréquentaient avec une troupe qui s'appelait – je crois – la troupe Jean Grossin, qui venait mal jouer du Molière et du Racine, on constate une évolution positive. Il y a de l'avenir pour la langue française en Haïti, parce que, maintenant, ce sont les enfants du peuple qui apprennent le français en Haïti.

Il y a de l'avenir pour la langue française en Haïti, parce que, maintenant, ce sont les enfants du peuple qui apprennent le français en Haïti

M. Denis Monière :

Je voulais dire que sur la question linguistique que j'ai introduite dans ce débat, il y a effectivement une divergence d'opinion entre les Français et les Québécois. Nous croyons au Québec, qu'il est nécessaire de faire la promotion de l'usage du français, parce que nous vivons une expérience dans un pays qui fait la promotion de la diversité culturelle. Le Canada est un grand promoteur de la diversité culturelle. Or, ce que l'expérience canadienne nous apprend, c'est que dans les rapports linguistiques, ceux qui connaissent la théorie des jeux comprendront, il n'y a pas de jeu à somme nulle, parce que même dans la promotion de la diversité linguistique et culturelle, les rapports des francophones et des anglophones au Canada se font au détriment des francophones. Les courbes démographiques baissent constamment, la population francophone baisse constamment ; si personne n'est prêt à défendre le français, à vouloir que le français s'affirme comme langue de communication, et bien, nous aurons une Francophonie multilingue.

Au Québec, il est nécessaire de faire la promotion de l'usage du français. Si personne n'est prêt à le défendre, nous aurons une Francophonie multilingue

La séance est levée